

PROGRAMME DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE - ÉTATS-UNIS

investir 14,8 milliards de dollars dans la recherche fondamentale, bien que le gouvernement fédéral demeure toujours le principal bailleur de fond dans ce domaine. La croissance de la totalité des activités de R-D est supérieure à la croissance de l'économie américaine dans l'ensemble, par rapport au produit intérieur brut (PIB). Selon la NSF, les R-D atteindront 2,72 p. 100 du PIB en 2000, en hausse par rapport à 2,65 p. 100 en 1999, le niveau le plus élevé depuis 1967.

En 2001, on craint que la R-D de l'industrie ne puisse maintenir la forte croissance qu'elle a connu au cours des années 1990. Récemment, il y a eu de nombreux signaux qui laissent croire que la croissance économique des dix dernières années, si elle ne tire pas encore à sa fin, commence à ralentir. Traditionnellement, la R-D de l'industrie suit de près le cycle économique, ce qui fait qu'un ralentissement économique risque d'amener de nombreuses sociétés à freiner leurs activités de R-D. Toutefois, dans le contexte de la nouvelle économie, on se demande si cette corrélation (entre la R-D et le cycle économique) s'avérera juste advenant le prochain ralentissement ou la prochaine récession.

Le nouveau style de gestion, inspiré du privé, qui a été introduit par le président Bush, aura une incidence sur la formulation des politiques en matière de S-T. Il est possible que le rendement de la S-T fasse l'objet d'une analyse; le Congrès s'interroge tant sur le rôle des fonds fédéraux, des laboratoires fédéraux, des universités et de l'industrie que sur l'efficacité de leur interrelation. Dans son premier discours public, le président du House Science Committee, Sherwood Boehlert (Représentant - New-York), a déclaré qu'il voudrait que le Comité examine sérieusement, au plus tôt, la répartition des fonds du portefeuille fédéral de la recherche. À cet égard, il a ajouté qu'il faudrait non seulement l'analyser, organisme par organisme, mais également de façon globale. Bien que l'administration Bush ne soit, certes, qu'à ses débuts, à la lumière des données que nous avons jusqu'à présent, - aucun signe de nomination d'un conseiller scientifique au Président, les dispositions législatives initiales relatives à la diminution des impôts visant à rendre les crédits d'impôt pour la R-D permanents, aucun remplacement des délégués politiques à l'Office of Science and technology Policy (OSTP), le premier discours de M. Boehlert qui parle d'un examen des laboratoires fédéraux -, tout laisse croire que la politique de la nouvelle administration favorisera les alliances entre l'industrie et les universités aux dépens des programmes fédéraux. Le Président Bush prendra de toute évidence ses décisions concernant les dépenses de R-D en matière de défense à l'issue d'une lutte ardue sur l'ensemble des priorités liées aux politiques de la défense, et ce, après avoir analysé et défini l'orientation de la politique étrangère américaine. Les questions relatives aux dépenses autres que celles de la défense sont plus complexes, bien qu'il semble moins probable que les budgets des sciences et de la technologie subissent des coupures importantes; il y aura plutôt des coupures sélectives et des subventions additionnelles.

Toutefois, un article du Washington Post en date du 10 février, intitulé «Bush envisage de diminuer les dépenses », analyse l'information obtenue de sources issues de l'Administration et du GOP. Selon cet article, « le Président prépare un